QUESTIONS OUVRIÈRES

LA CSN SUGGÈRE DE CRÉER DES STIMULANTS ÉCONOMIQUES POUR ATTÉNUER LE CHÔMAGE

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

La Confédération des syndicats nationaux a présenté au gouvernement un mémoire dans lequel elle soulignait la situation alarmante du chômage au pays, surtout dans le Québec, et elle demandait au gouvernement de créer des stimulants économiques pour corriger la situation. Le très honorable premier ministre peut-il nous dire s'il a l'intention de suivre la recommandation de cette centrale syndicale?

M. l'Orateur: L'honorable député de Timiskaming.

L'hon. M. Asselin: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

J'ai l'impression que la question est urgente et excessivement importante, étant donné que le taux du chômage au Québec est actuellement de 8.2 p. 100.

M. l'Orateur: L'honorable député de Timiskaming.

[Traduction]

L'ÉDIFICE DU PARLEMENT

L'UTILISATION DE L'ÉDIFICE DE L'EST PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre, par votre intermédiaire, s'il est en mesure de nous dire à quel moment seront terminés les arrangements en vue de transférer le contrôle de l'édifice de l'Est à la Chambre des communes, transfert dû à la nécessité d'agrandir les bureaux en raison de changements dans les services de traduction et autres.

L'AIDE EXTÉRIEURE

LE BIAFRA—LA RÉDUCTION DES VOLS DE SECOURS

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, étant donné la famine qui persiste au Biafra, le gouvernement canadien compte-t-il exercer une pression politique et diplomatique sur le gouvernement du Nigéria et lui demander d'arrêter les bombardements terroristes qu'on a récemment effectués, et qui réduisent au minimum les vols qui débarquent des secours sur la piste d'atterrissage de Ilbi?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je

crois qu'il serait plus utile d'exercer une pression sur le colonel Ojukwu afin qu'il accepte les vols de jour, ce qui réduirait grandement les possibilités de bombardement.

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS—LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉ-DÉRAL À L'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL

M. McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Va-t-on débloquer les crédits que le gouvernement fédéral verse dans le cadre du programme conjoint ayant trait au financement de l'enseignement commercial, et si oui, quand?

L'hon. M. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, mon ami doit vouloir parler des écoles techniques plutôt que de l'enseignement commercial. Le gouvernement fédéral a indiqué aux provinces le montant qu'il pensait pouvoir avancer pour l'année qui vient. Si j'ai mal compris la question, que mon ami veuille bien me le dire.

M. McCleave: Monsieur l'Orateur, peut-être le ministre pourrait-il prendre préavis de la question, car dans mon dossier il s'agit bien de l'enseignement commercial.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE BIAFRA—L'EXÉCUTION POSSIBLE DE RÉFUGIÉS

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il a fait part à notre représentant dans l'équipe d'observateurs postée au Nigéria de l'inquiétude éprouvée dans le pays à la suite de rapports récents d'après lesquels tous les réfugiés biafrais de sexe mâle à Port Harcourt seraient en danger d'être exécutés. Le ministre voudrait-il faire rapport à la Chambre sur les résultats de toute enquête que l'équipe d'observateurs pourrait entreprendre à ce sujet?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je serai heureux de transmettre ce renseignement donné par le député, si toutefois il se révèle exact, et je ferai faire une enquête.

LA SÉCURITÉ DES CANADIENS SUR LES LIGNES AÉRIENNES DU MOYEN-ORIENT

M. Barney Danson (York-Nord): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre peut-il dire quelles mesures le gouvernement prend pour mettre les voyageurs canadiens à